

# REL@COM

LANGAGE ET COMMUNICATION



revue électronique

Département des Sciences  
du Langage et de la Communication

Université Alassane Ouattara  
(Bouaké - Côte d'Ivoire)

ISSN: 2617-7560

Numéro 6 décembre 2023



# REL@COM

LANGAGE ET COMMUNICATION



revue électronique

Département des Sciences  
du Langage et de la Communication

Université Alassane Ouattara  
(Bouaké - Côte d'Ivoire)

ISSN: 2617-7560

Numéro 6 décembre 2023

**REVUE ELECTRONIQUE LANGAGE & COMMUNICATION**

ISSN : [2617-7560](https://doi.org/10.26907/2617-7560)

**DIRECTEUR DE PUBLICATION** : PROFESSEUR N'GORAN-POAMÉ LÉA M. L.

**DIRECTEUR DE RÉDACTION** : PROFESSEUR JEAN-CLAUDE OULAI

**COMITÉ SCIENTIFIQUE**

PROF. ABLOU CAMILLE ROGER, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA

PROF. ALAIN KIYINDOU, UNIVERSITÉ BORDEAUX-MONTAIGNE

PROF. AZOUMANA OUATTARA, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA

PROF. BAH HENRI, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA

PROF. BLÉ RAOUL GERMAIN, UNIVERSITÉ FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY

PROF. CLAUDE LISHOU, UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP

PROF. EDOUARD NGAMOUNTSIKA, UNIVERSITÉ MARIEN NGOUABI

DR FRANCIS BARBEY, MCU, UNIVERSITÉ CATHOLIQUE LOMÉ

PROF. GORAN KOFFI MODESTE ARMAND, UNIVERSITÉ F. HOUPHOUËT-BOIGNY

DR JÉRÔME VALLUY, MCU, HDR, UNIVERSITÉ PANTHÉON-SORBONNE

PROF. JOSEPH P. ASSI-KAUDJHIS, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA

PROF. KOUAMÉ KOUAKOU, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA

PROF. MAKOSSO JEAN-FÉLIX, UNIVERSITÉ MARIEN NGOUABI

PROF. NANGA A. ANGÉLINE, UNIVERSITÉ FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY

PROF. POAMÉ LAZARE MARCELIN, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA

PROF. TRO DÉHO ROGER, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA

**COMITÉ DE RÉDACTION**

PROF. ABLOU CAMILLE ROGER

PROF. KOUAMÉ KOUAKOU

PROF. JEAN-CLAUDE OULAI

DR N'GATTA KOUKOUA ÉTIENNE, MCU

DR NIAMKEY AKA, MCU

DR OUMAROU BOUKARI, MCU

**COMITÉ DE LECTURE**

PROF. IBO LYDIE

PROF. KOFFI EHOUMAN RENÉ

DR N'GATTA KOUKOUA ÉTIENNE, MCU

DR ASTÉ N'CHO JEAN-BAPTISTE, MCU

DR IRIÉ BI TIÉ BENJAMAIN

DR ADJUÉ ANONKPO JULIEN

DR COULIBALY DAOUA

DR KOUADIO GERVAIS-XAVIER

DR KOUAMÉ KHAN

DR OULAI CORINNE YÉLAKAN

**MARKETING & PUBLICITÉ** : DR KOUAMÉ KHAN

**INFOGRAPHIE / WEB MASTER** : DR TOURÉ K. D. ESPÉRANCE / SANGUEN KOUAKOU

**ÉDITEUR** : DSLC

**TÉLÉPHONE** : (+225 01 40 29 15 19 / 07 48 14 02 02)

**COURRIEL** : [soumission@relacom-slc.org](mailto:soumission@relacom-slc.org)

**INDEXATION** : <https://journal-index.org/index.php/asi/article/view/12689>

<https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/352725>

**SITE INTERNET** : <http://relacom-slc.org>

**LIGNE EDITORIALE**

Au creuset des Sciences du Langage, de l'Information et de la Communication, la Revue Electronique du Département des Sciences du Langage et de la Communication **REL@COM** s'inscrit dans la compréhension des champs du possible et de l'impossible dans les recherches en SIC. Elle s'ouvre à une interdisciplinarité factuelle et actuelle, en engageant des recherches pour comprendre et cerner les dynamiques évolutives des Sciences du Langage et de la Communication ainsi que des Sciences Humaines et Sociales en Côte d'Ivoire, en Afrique, et dans le monde.

Elle entend ainsi, au-delà des barrières physiques, des frontières instrumentales, hâtivement et activement contribuer à la fertilité scientifique observée dans les recherches au sein de l'Université Alassane Ouattara.

La qualité et le large panel des intervenants du Comité Scientifique (Professeurs internationaux et nationaux) démontrent le positionnement hors champ de la **REL@COM**.

Comme le suggère son logo, la **REL@COM** met en relief le géant baobab des savanes d'Afrique, situation géographique de son université d'attache, comme pour symboliser l'arbre à palabre avec ses branches représentant les divers domaines dans leurs pluralités et ses racines puisant la serve nourricière dans le livre ouvert, symbole du savoir. En prime, nous avons le soleil levant pour traduire l'espoir et l'illumination que les sciences peuvent apporter à l'univers de la cité représenté par le cercle.

La Revue Electronique du DSLC vise plusieurs objectifs :

- Offrir une nouvelle plateforme d'exposition des recherches théoriques, épistémologiques et/ou empiriques, en sciences du langage et de la communication,
- Promouvoir les résultats des recherches dans son champ d'activité,
- Encourager la posture interdisciplinaire dans les recherches en Sciences du Langage et de la Communication,
- Inciter les jeunes chercheurs à la production scientifiques.

Chaque numéro est la résultante d'une sélection exclusive d'articles issus d'auteurs ayant rigoureusement et selon les normes du CAMES répondu à un appel thématique ou libre.

Elle offre donc la possibilité d'une cohabitation singulière entre des chercheurs chevronnés et des jeunes chercheurs, afin de célébrer la bilatéralité et l'universalité du partage de la connaissance autour d'objets auxquels l'humanité n'est aucunement étrangère.

***Le Comité de Rédaction***



## RECOMMANDATIONS AUX AUTEURS & DISPOSITIONS PRATIQUES

La Revue Langage et Communication est une revue semestrielle. Elle publie des articles originaux en Sciences du Langage, Sciences de l'Information et de la Communication, Langue, Littérature et Sciences Sociales.

### I. RECOMMANDATIONS AUX AUTEURS

Les articles sont recevables en langue française, anglaise, espagnole ou allemande. Nombre de page : minimum 10 pages, maximum 15 pages en interlignes simples. Numérotation numérique en chiffres arabes, en haut et à droite de la page concernée. Police : Times New Roman. Taille : 11. Orientation : Portrait, recto.

### II. NORMES EDITORIALES (NORCAMES)

Pour répondre aux Normes CAMES, la structure des articles doit se présenter comme suit :

- ✚ Pour un article qui est une contribution théorique et fondamentale : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction (justification du thème, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approche), Développement articulé, Conclusion, Bibliographie.
- ✚ Pour un article qui résulte d'une recherche de terrain : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction, Méthodologie, Résultats, Analyse et Discussion, Conclusion, Bibliographie.
- ✚ Les articulations d'un article, à l'exception de l'introduction, de la conclusion, de la bibliographie, doivent être titrées, et numérotées par des chiffres (exemples : 1. ; 1.1. ; 1.2 ; 2. ; 2.2. ; 2.2.1 ; 2.2.2. ; 3. ; etc.).

Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, de la façon suivante : (Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur, année de publication, pages citées). Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : Nom et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Zone titre, Lieu de publication, Zone Editeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif. Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté en romain et entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Editeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition.

Ne sont présentées dans les références bibliographiques que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur.

### III. RÈGLES D'ÉTHIQUES ET DE DÉONTOLOGIE

Toute soumission d'article sera systématiquement passée au contrôle anti-plagiat et tout contrevenant se verra définitivement exclu par le comité de rédaction de la revue.

## SOMMAIRE

1. Gbandi ADOUNA / Mimboade BAKPA (Université de Kara, Togo)  
**Imparisyllabicit , rudiment pour l'étude du verbe en Ncam (Bassar),  
langue Gur du Togo et du Ghana** 10
2. AHIZI Anado Jean Michel (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)  
**Analyse de contenu simplifiée des messages publicitaires des  
universités et grandes écoles privées de Côte d'Ivoire** 23
3. Abdourahmane BA (Université Assane Seck, Ziguinchor-Sénégal)  
**Du salafisme à l'islamisme politique ou l'émergence de mouvements  
politico-religieux d'inspiration salafiste : le cas des frères musulmans en  
Egypte** 36
4. Jacques BARRO (Université Norbert Zongo, Koudougou-Burkina Faso) /  
Oboussa SOUGU  (Centre Universitaire de Banfora, Burkina Faso)  
**La guerre civile vendéenne dans *Quatrevingt-treize* : analyse figurative et  
horizons pragmatiques** 51
5. Arsène BLÉ KAIN (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)  
**Ebolavirus et coronavirus dans le roman africain ou l'adversité comme  
adjuvant remanent de la renaissance africaine** 68
6. Babacar FAYE / Mame Birame N'DIAYE (Université Cheikh Anta Diop, Dakar-  
Sénégal)  
**La problématique de l'aidance familiale au Sénégal : pratiques, attitudes  
linguistiques et représentations sociales dans l'espace public et familial  
  Dakar** 82
7. Anicette Imbie AMON  pse. FOLOU (Université Alassane Ouattara, Bouaké-  
Côte d'Ivoire)  
**De l'influence des médias sociaux sur la performance académique des  
 tudiants du département des sciences du langage et de la  
communication (DSLCL)** 91
8. GAYE Ndickou (Université Cheikh Anta Diop, Dakar-Sénégal) / LELOUP  
Fabienne (Université Catholique de Louvain-Mons, Belgique)  
**Le rôle des associations environnementales locales dans la gestion des  
ressources naturelles dans le delta du saloum : cas des villages de  
Dionewar et de Toubacouta** 103

9. GOHI Lou Gobou Bien-Aimée (Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle, Abidjan-Côte d'Ivoire)  
**La cacao-culture en Côte d'Ivoire : Informer, éduquer et communiquer en matière de changement climatique** 118
10. Gashella Princia Wynith KADIMA-NZUJI (Université Marien Ngouabi, Brazzaville-Congo)  
**Lumières des temps perdus de Henri Djombo : une socialité littéraire autour du progrès** 131
11. KASSI Yao Germain / ATSE Achi Amédée-Pierre (Université Péléforo Gbon Coulibaly, Korhogo-Côte d'Ivoire)  
**Regard socio-anthropologique du mécanisme traditionnel de prise en charge de la grossesse et de l'accouchement chez les Senoufo : cas de la localité de Waraniéné (Côte d'Ivoire)** 141
12. Krouyé Constant KOFFI (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)  
**Dialectique de l'angoisse et du repentir vers une humanité apaisée** 157
13. Vassiriki KONÉ (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)  
**L'élection d'un roi au Dahomey ou la dramatisation d'un processus successoral en Afrique** 172
14. Haoua NANA (Université Norbert Zongo, Koudougou-Burkina Faso)  
**Dokamisa ou l'identité mémorielle africaine : la cure griotique comme stratégie discursive dans Soleils de Dani Kouyaté** 186
15. NIAMKEY Aka / OUATTARA Sekou (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)  
**La confiance dans le recouvrement des ressources communales en Côte d'Ivoire : analyse et perspectives communicationnelles** 196
16. Kouassi Clément N'DOUA (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan-Côte d'Ivoire)  
**Coup d'Etat militaire : politique du sens ou sens de la politique** 206
17. N'Guessan Anatole N'DRI (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan-Côte d'Ivoire)  
**Memoria y conciencia nacional en Corona de fuego de Rodolfo Usigli** 217
18. Andromy Thomas N'GORAN (Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle, Abidjan-Côte d'Ivoire)  
**Archives du Conseil Régional de Gbêkê : approche analytique d'une décennie de gestion et de conservation documentaire** 230



19. Nangahouolo Oumar SORO (Institut National Polytechnique Houphouët-Boigny, Yamoussoukro-Côte d'Ivoire)  
**Des facteurs explicatifs à la question de la représentation sociale de l'insalubrité à Yamoussoukro** 244
  
20. Kignigouoni Dieudonné Espérance TOURÉ / Essoh Mame Diouman DIAGNE (Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle, Abidjan-Côte d'Ivoire)  
**Le *Boloye*, une source de création plastique en design textile pour la dynamique de l'industrie de la mode en Côte d'Ivoire** 253

## DES FACTEURS EXPLICATIFS À LA QUESTION DE LA REPRÉSENTATION SOCIALE DE L'INSALUBRITÉ À YAMOOUSSOUKRO

Nangahouolo Oumar SORO

Institut National Polytechnique Houphouët-Boigny (Yamoussoukro-Côte d'Ivoire)

soronangahouoloumar@yahoo.fr

### Résumé :

Sauvegarder l'environnement est aujourd'hui un enjeu majeur pour les institutions de santé publique face la croissance anarchique des villes en Afrique. En effet, cette urbanisation incontrôlée, cumulée à la démographie galopante engendre d'importantes préoccupations. L'un des problèmes majeurs que soulève cette situation est celui de la pollution de l'environnement. Les risques que soulèvent généralement ce phénomène sont de plus en plus d'intérêt social et programmatique. Le regain de l'intérêt scientifique sur la santé des populations englobe la problématique de l'insalubrité du cadre de vie. D'où la nécessité pour nous d'en présenter les contours et de situer les responsabilités. La question fondamentale qui sous-tend cette étude est de déterminer les facteurs explicatifs de l'insalubrité dans la ville de Yamoussoukro. Un questionnaire a été adressé à la fois aux populations de trois quartiers en situation critique. Au-delà de cette méthode, nous avons eu recours à des entretiens et passé en revue des documents pour éclaircir davantage la question sur les risques liés à ce phénomène. Il ressort de l'analyse des résultats de cette enquête que l'incivisme, la non-application des sanctions sont les facteurs explicatifs de l'insalubrité à Yamoussoukro.

**Mots clés :** environnement, insalubrité, pollution, incivisme, communication participative

### Abstract :

Safeguarding the environment is today a major challenge for public health institutions in the face of the anarchic growth of cities in Africa. Indeed, this uncontrolled urbanization, combined with galloping demographics, gives rise to major concerns. One of the major problems raised by this situation is that of environmental pollution. The risks that this phenomenon generally raises are increasingly of social and programmatic interest. The revival of scientific interest in the health of populations includes the problem of the insalubrity of the living environment. Hence the need for us to present the contours and to locate the responsibilities. The fundamental question underlying this study is to determine the explanatory factors of insalubrity in the city of Yamoussoukro. A questionnaire was sent to the populations of three neighbourhoods in critical situations. Beyond this method, we used interviews and reviewed documents to further clarify the issue of the risks associated with this phenomenon. An analysis of the results of this survey shows that lack of civility, ignorance of the consequences of insalubrity and non-application of sanctions are the explanatory factors for insalubrity in Yamoussoussoukro.

**Keywords :** environment, insalubrity, pollution, incivility, community communication

### Introduction

La sauvegarde de l'environnement est aujourd'hui un enjeu majeur pour les institutions de santé publique avec la croissance anarchique des villes en Afrique. En effet, cette urbanisation diffuse et incontrôlée, cumulée à la démographie galopante fait émerger d'importantes préoccupations. L'un des problèmes majeurs que soulève cette situation est celui de l'insalubrité. En 2012, l'OMS estime dans un rapport d'étude que 2,2 millions de personnes sur 12,6 dans le monde sont mortes en Afrique du fait des conditions médiocres de leur environnement (C. LINDMIER, 2016).

En Côte d'Ivoire le taux d'urbanisation a augmenté de 17,7% en 1960 à plus de 50% en 2018 selon la banque mondiale, et il est estimé que 33% seulement des ménages a accès à des installations d'assainissement amélioré (Ministère des Infrastructures Economiques, 2016, p. 17). En plus, le Ministre de l'Environnement et de la Salubrité Urbaine affirmait en 2015 que le taux de collecte des déchets sur l'étendue du territoire national était de 60%, il atteignait à peine les 30% dans certaines localités et cette situation n'a pas beaucoup progressé. Yamoussoukro, capitale politique de la Côte d'Ivoire n'est pas en marge de ce constat. Cette ville a gardé un taux d'accroissement moyen annuel de 6,92% de sa population entre 1965 et 2014 (Recensement Général de la Population et de l'Habitat, 2014) ainsi qu'un taux d'accroissement moyen annuel de 8,37% entre 1965 et 2018 de sa superficie (Ministère de la Construction du Logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme, 2018). La conséquence de cette croissance démographique s'observe à travers le problème de l'insalubrité qui se pose dans nombre de ses quartiers. La question fondamentale qui sous-tend cette étude est la suivante : quels sont les facteurs explicatifs de l'insalubrité dans la ville de Yamoussoukro ? De cette question découlent trois hypothèses à savoir : l'incivisme est l'un des facteurs explicatifs de l'insalubrité dans la ville de Yamoussoukro ; L'ignorance des conséquences de l'insalubrité dans la ville (l'absence d'informations et d'éducation des populations est un facteur déterminant dans le renforcement de l'insalubrité à Yamoussoukro) ; la non-application des sanctions et le non-accompagnement des déguerpis contribuent à la perpétuation de l'incivisme des populations de Yamoussoukro vis-à-vis des mesures de salubrité.

L'objectif général de cette étude est de répertorier les facteurs explicatifs de l'insalubrité à Yamoussoukro. Spécifiquement il s'agit de sensibiliser et d'éduquer les populations aux conséquences de ces facteurs. Pour y parvenir, nous organisons l'étude en quatre parties : l'approche théorique, l'approche méthodologique, les résultats et la discussion.

### **1. Approche conceptuelle de l'étude**

La question de l'insalubrité a été diversement abordée par des chercheurs en fonction de leur appartenance épistémologique et théorique. La revue d'ouvrages et d'articles a permis d'en cerner quelques contours.

Dans un article paru dans le magazine *Actus à l'Africaine*, O. DOUNDEMBI dénonce l'ignorance des habitants sur les risques liés à l'insalubrité et au manque d'assainissement. Pour lui, « le civisme et l'hygiène ont foutu le camp dans certains de nos quartiers » (Actus à l'Africaine, 2022). L'article évoque le manque d'informations et la non-sensibilisation comme facteur d'incivisme. Il met en évidence des enfants qui jouent dans des lieux insalubres, la nourriture qui est vendue souvent dans de mauvaises conditions d'hygiène. Il montre que cela a de lourdes conséquences sur la santé avec l'émergence des maladies virales telles que les hépatites, la fièvre typhoïde, le paludisme et que les familles dépensent beaucoup d'argent pour la prise en charge de ces maladies.

C'est dans la même optique que M. DIARRASSOUBA et S. D. E. N'DOLI (2021), s'intéressent aux risques majeurs de santé auxquelles les différentes populations de la commune d'Abobo précisément du quartier Kennedy Clouétcha sont confrontées. Leur travail a permis de montrer un lien entre l'insalubrité et la santé avec un risque d'expositions de 63,46% au paludisme, 14,26% à la fièvre typhoïde, 12,52% aux infections respiratoires aiguës et à 9,66% aux maladies diarrhéiques. Ces résultats sont corroborés par M. CHAN, Directeur général de l'OMS qui déclare dans un communiqué de presse que : « la santé de la population passe par la salubrité de l'environnement. Si les pays ne prennent pas des mesures afin que les populations vivent et travaillent dans un environnement sain, des millions de personnes continueront à tomber malades et à mourir prématurément ». Il conclut que des mesures doivent être mises en œuvre afin

de sensibiliser les populations, les accompagner et de les sanctionner au cas échéant pour un environnement sain et une population en bonne santé.

Dans leur article intitulé « Incivisme des populations, laxisme des pouvoirs publics et désordre urbain dans la ville de Yagoua » (2017), B. OVONO et al, abordent cette fois-ci l'insalubrité sous l'angle de désobéissance. Pour eux, il apparaît une volonté manifeste chez les populations à contribuer à la culture de l'incivisme. C'est pourquoi il propose comme solution des mesures fortes comme une application sans ménagements, ni connivences des dispositions réglementaires, mais aussi de constantes sensibilisations afin de venir à bout de ce fléau.

Cette vision est aussi partagée par HERRAJI dans l'article Gabon/Tchibanga « L'incivisme facteur de l'insalubrité publique dans la ville » (2022). Ce travail montre l'évolution de l'insalubrité qui est la conséquence de l'incivisme des populations de la ville de Tchibanga. Malgré les grands efforts déployés par la municipalité de Tchibanga, à travers son service de voirie en charge du ramassage des ordures et de la réduction du coût du ramassage des ordures, une grande partie de la population reste passive et désobéit aux mesures de sécurité.

M. TALL aborde la question plus en profondeur dans son article intitulé « l'incivisme : le doigt d'honneur à la société ou le chaos de la république » (2021). Elle met en évidence le manque de dévouement pour le bien de la nation, l'incivisme, qui a atteint un très haut niveau en Afrique. En effet les citoyens cherchent des moyens pour exprimer leur colère face à l'usage personnalisé et égoïste des droits sociaux tout en défiant l'État qu'il accuse de ne pas être objectif dans l'application de la loi. Elle rappelle qu'en réalité la difficulté ne réside pas dans la violence ou la dangerosité du citoyen pour la société, mais plutôt dans l'absence véritable de judiciarisation de l'incivisme à l'intérieur d'un appareil étatique, sans autorité, perçu de plus en plus comme réfractaire au respect de la loi qu'il a lui-même édictée. Ainsi, elle propose la mise en place de mesures qui aideront les populations à retrouver les fondamentaux du bon citoyen à travers le travail d'éducation, de sensibilisation et de répression qui devra s'étendre sur plusieurs générations.

L'anthropologue M. TRAORE, (2001) dans une étude qu'elle réalise au Burkina Faso dans la ville de Ouagadougou, analyse la participation des acteurs de la vie urbaine à la gestion des déchets et à la salubrité dans la ville, après des mesures prises par les autorités favorisant la réduction de l'insalubrité par l'implication desdits acteurs. Il ressort de cette étude que malgré la mise en place de ces initiatives, certains endroits de la ville de Ouagadougou continuent d'être des centres de dépôt des ordures. Pour elle, cela s'explique par des divergences de conception de la citoyenneté parce que les logiques des décideurs/aménageurs ne coïncident pas avec les logiques d'une partie de la population.

C'est pourquoi, K. BOUNAMA et N. DJIBO dans l'article intitulé « La gestion de la salubrité et de l'embellissement des villes » (2020), mettent en relief l'implication et la participation des populations dans l'urbanisation rapide et non maîtrisée posée par problème de la salubrité. Ils évoquent que dans la plupart des villes ivoiriennes et particulièrement dans la commune de Cocody, l'insalubrité s'est accrue. Selon les auteurs, les autorités communales ont tenté sans succès, avec de maigres moyens, de gérer les déchets ménagers. Plusieurs schémas ont été essayés par le service de nettoyage de la mairie (Camions de ramassage, Charrette, Tracteur, etc). Mais ces moyens ne suffisaient pas pour apporter une solution à l'insalubrité dans la ville

grandissante. Ils soutiennent enfin que pour arriver à maîtriser la situation, il faut l'implication et la participation des populations.

S. A. FALL. et al abondent le même sens dans leur article intitulé « L'assainissement et l'hygiène en Afrique de l'Ouest et du Centre » (S. A. FALL. et al ,2017, p86). Leur article met en évidence dans la question de l'insalubrité des volets importants que sont l'éducation sanitaire, l'absence de politique étatique, etc. En effet, ce travail a permis de mettre en cause la faiblesse et de l'irrégularité des services de collecte d'ordures, mais aussi les conditions socio-économiques précaires dans lesquelles les ménages africains vivent. Ils insistent sur le fait que la question d'insalubrité peut être connue des populations, mais elle nécessite beaucoup d'éclaircissement et de communication.

Cette allusion à la communication nous permet d'inscrire la présente étude dans un ancrage communicationnel, notamment la communication participative.

## **2. Approche théorique**

Dans le souci d'une meilleure compréhension de notre réflexion sur ce sujet. Nous abordons les théories qui ont été convoquées. Il s'agit de l'approche participative de la communication.

Le Larousse 2004 définit la participation comme le fait de prendre part, de contribuer et de collaborer. Dans ce contexte, la participation est une perception partagée et un facteur de responsabilisation conduisant à la prise de décisions en commun. En effet, dans tout processus de prise de décision dans le processus de développement, la participation est essentielle pour partager l'information, le savoir, la responsabilité, l'engagement et pour adopter une attitude juste face aux projets de développement. C'est pourquoi le modèle participatif lié à la théorie de la communication participative pour le développement, est devenue la norme depuis les années 1970 (MELKOTE et STEEVES, 2001 ; ALEXANDRE et BESSETTE, 2000 ; BESSETTE et RAJASUNDERAN, 1996 ; PAQUET-Sévigny, 1996). D'où son intérêt pour notre travail.

Tout en reconnaissant le caractère interdépendant et varié des expériences de développement, elle prône cependant un processus de développement endogène et durable (HUESCA, 2002 ; SERVAES, 1995 ; Williamson, 1991). Elle opte pour une approche communicationnelle de type participatif bottom-up et non top-down (MELKOTE et STEEVES, 2001 ; BESSETTE ET RAJASUNDERAN, 1996 ; PAQUET- SEVIGNY, 1996 ; MODY, 1991 ; MOWLANA, 1990 ; BESSETTE, 1993 ; NAIR ET WHITE, 1987 ; JAYAWEERA, 1987), de type horizontal, interactif (JOSHI, 2002) et bidirectionnel symétrique (GRUNIG, GRUNIG ET DOZIER, 2002).

Par ailleurs dans leur ouvrage intitulé « le suivi et l'évaluation participatif » ESTRELLA, M. BLAUERT, J. CAMPILAN, D. GAVENTA, J. GONSALVES, J. GUIJT, L. JOHNSON ET RICAFORT, R. (2004), affirment que la participation des bénéficiaires ne se limite pas à l'étape de la collecte des données mais le processus doit contribuer au développement de l'autonomie dans la prise de décisions et la résolution du problème. Des lors, il s'agit d'inscrire les communautés locales à tous les niveaux du processus décisionnel en relation avec leurs activités et leurs besoins. Paulo Freire (1983, p.76) considère cela comme le droit de tout peuple à s'exprimer individuellement et collectivement : « il ne s'agit pas du privilège de quelques personnes, mais du droit de tout homme (et de toute femme) à s'exprimer.

A ce titre la communication participative peut être considérée comme une méthodologie privilégiée d'intervention, qui favorise la collaboration réciproque à tous les niveaux de participation. Pour ainsi dire, le développement nécessite la participation effective des

populations bénéficiaires à la conception et à la réalisation des programmes et des projets qui les concernent (Aïdam,2003). C'est pourquoi pour la FAO ; l'approche participative tend en réalité à modifier la perception du rôle de chacun des intervenants (Etat, services techniques, populations, etc.) dans la gestion des ressources naturelles, à proposer un partage de responsabilités entre les différents partenaires (FAO,1995). C'est pourquoi N. QUEBRAL affirmait dans la préface de l'ouvrage Communication et participation communautaire : Guide pratique de communication participative pour le développement « Tant que la participation des populations ne sera pas acceptée universellement comme le premier élément essentiel à leur développement, (...), il convient de réitérer encore et encore que la communication associée au développement se doit d'être participative » (N. QUEBRAL, 2004).

### **3. Méthodologie et outils de l'étude**

La population de Yamoussoukro a été estimée en 2021 selon le site de la mairie à 248 349 habitants. On y dénombre :143 550 hommes (57.8 %), 104 799 femmes (42.2 %). La ville de Yamoussoukro comporte 32 quartiers parmi lesquels trois quartiers ont attiré notre attention à cause de l'ampleur de leur insalubrité. Ces quartiers sont : Habitat ; 220 Logements ; et Dioulabougou. C'est dans ces trois quartiers que nous avons réalisé l'enquête. La technique d'échantillonnage est l'échantillonnage non probabiliste (accidentel) qui a permis d'obtenir un échantillon de 80 personnes dont 46 hommes et 34 femmes. La raison de choix des enquêtés repose sur la disponibilité des enquêtés et de leur volonté de participer à l'enquête. Les outils de recueil des données sont le questionnaire, l'entretien et l'observation non participante :

- le questionnaire est adressé à toutes les personnes qui ont leurs activités dans ces quartiers ou qui y séjournent ;
- l'entretien est adressé aux personnes qui vivent non loin des caniveaux et des poubelles ainsi les agents de la mairie de Yamoussoukro qui s'occupent de la salubrité des lieux notamment les gardiens;
- l'observation à consister à se rendre dans ces quartiers pour y voir l'état des caniveaux et des poubelles dans marchés et les dépôts sauvages d'ordures.

Les variables recherchées et liées à cette étude sont: l'incivisme des population, la non-application des sanctions et le non-accompagnement des déguerpis, ignorance des populations et la non implication des population dans les projets de lutte contre l'insalubrité. Le model d'analyse que nous utilisons est approche mixte (quantitative et qualitative). C'est donc à la lumière des deux approches que nous analysons et discutons les résultats de l'enquête. L'outils qui a servi à dépouiller, traiter les résultats est le tableur Excel. Cependant pour des raisons de convenance lié au nombre pages, nous avons jugé utile de supprimer les tableaux et les camemberts). Le temps d'échange était d'environ 10 à 15 minutes par personne interrogée. L'étude a été conduite dans le courant du dernier semestre de l'an 2023.

### **4. Présentation des résultats**

#### **4.1 L'ignorance des conséquences de l'insalubrité dans la ville et la non implication des populations.**

La majeure partie des enquêtés ont donné un sens au mot « insalubrité », ils savent également que l'insalubrité provoque des maladies (87,5%). Les maladies par eux citées sont les maladies diarrhéiques (68,6%) et le paludisme (62,9%), suivies des maladies respiratoires et de la fièvre typhoïde avec respectivement (37,1%) et (31,4%). Enfin un très faible pourcentage (2,9%) a cité d'autres maladies. À la question de savoir comment ont-ils connu ces maladies, nous avons obtenu diverses réponses. La majeure



partie a connu l'existence de ces maladies soit après qu'eux-mêmes ou l'un des leurs soit tombé malade (59%) ; ou encore à la télévision (29,2%) et à l'école (11,8%).

#### **4.2. Communication et participation des parties prenantes**

La population de Yamoussoukro estime donc que l'État ne communique pas assez sur la lutte contre l'insalubrité en dehors de la journée nationale de la salubrité. La majorité des personnes des enquêtés (80%) n'ont jamais été sensibilisés à l'assainissement de leurs quartiers contre (20%). Ceux qui ont déjà été sensibilisés, l'ont été pour la plupart par des agents de la mairie accompagnée par les agents d'hygiène de l'Institut National de Santé Public de Yamoussoukro (6,5%), les ONG à travers des campagnes de proximité (38,5%), à la télévision (33,8 %), la radio (8,4 %), la presse (6,8%) et par des agents de ramassages d'ordures (4%) et pour les panneaux d'affichage (2%).

En ce qui concerne la participation des populations Yamoussoukro et plus particulièrement ceux des quartiers concernés, il ressort que (100%) des personnes enquêtées n'ont participé ni à conception, ni à la planification, ni à la vulgarisation d'un projet de communication et de sensibilisation à propos de la gestion des ordures et des eaux usées dans leurs quartiers. Aussi, (55%) de ces personnes disent ne pas se reconnaître dans les initiatives prises soit dans « leurs intérêts » et qui ne tiennent pas compte de leurs préoccupations et leurs intérêts.

#### **4.3. Ignorance des mesures arrêtées et incivisme des populations de Yamoussoukro face de l'insalubrité.**

Les enquêtes montrent que la grande partie des enquêtés ne sait pas qu'il existe des sanctions relatives au non-respect des mesures de salubrité. Seulement (77,5%) le savent contre (22,5%) qui l'ignorent. Pour ce qui est de la mise en application des mesures arrêtées par les autorités étatiques à propos de la salubrité, la majorité des enquêtés ne les respecte pas, soit (85%) contre (15%). Ceux qui appliquent ces décisions, évoquent les questions du respect de l'environnement (30%), les raisons de préservation de la santé (20%), et du développement durable (15%), ou encore le respect de l'autorité de l'État (35%). D'un autre côté, parmi les personnes qui n'appliquent pas ces dispositions, certains le font tout simplement parce qu'elles ne les savent pas et qu'elles n'ont pas d'informations sur leurs enjeux (22,5%), d'autres le font en guise de rébellion contre l'autorité de l'État pour ne les avoir pas recasées ou dédommagés après les opérations de déguerpissement et destruction de leurs biens (77,5%). C'est pourquoi la majorité des personnes enquêtées (90%) pensent que l'État n'est pas assez intransigeant pour sévir les contrevenants aux mesures de lutte contre l'insalubrité à Yamoussoukro.

### **5. Discussion des résultats**

#### **Hypothèse 1**

D'après l'analyse de l'hypothèse 1, la proportion de personnes questionnées ayant connaissance des maladies liées à l'insalubrité et en mesure d'en énumérer est assez significative pour que l'on puisse confirmer que l'hypothèse (1). L'ignorance des conséquences de l'insalubrité sur la santé n'est donc pas un facteur déterminant dans le renforcement de l'insalubrité dans la ville de Yamoussoukro. Les populations, bien que connaissant les conséquences liées à l'insalubrité, continuent à vivre dans des environnements insalubres. Cela pourrait s'expliquer par la perception que l'on fait de la question de l'insalubrité comme l'affirment F. A. SALAM, TOOLI F. A., R CISSE. et L.VIDAL (2017), quand ils insistent sur le fait que la question d'insalubrité peut être connue des populations, mais elle nécessite beaucoup d'éclaircissement. À cela on

pourrait également évoquer le manque de civisme des populations qui consiste à poser des actes qui nuisent à la nation en ne respectant pas les règles de vie. B. OVONO et al (2017), le confirme à travers le désordre urbain dans la ville de Yagoua au nord du Cameroun. En ce qui concerne Yamoussoukro un agent chargé de la salubrité du marché s'est prononcé sur la récurrence et l'incivisme des populations lors d'un entretien sur le comportement des riverains en ces termes : « c'est un comportement perpétuel », en effet, les marchands et les passants versent leurs ordures au sol en son absence le weekend. « Ils le font en toute connaissance de cause », il avoue que nombreux vendeurs de la zone ont été victimes de maladies, mais cela ne freine pas leur incivisme, car « la poubelle reste vide, mais le sol plein de déchets ».

### **Hypothèse 2**

L'analyse de l'hypothèse 2 montre que la plupart des personnes enquêtées n'ont pas été sensibilisées et n'ont ni participé à la conception, à la planification et à la vulgarisation un projet de sensibilisation et d'assainissement de leur environnement. Ainsi nous pouvons affirmer que le manque de communication gouvernementale et participation effective des populations des parties prenantes sont des facteurs déterminant dans le renforcement de l'insalubrité dans la ville de Yamoussoukro. L'apport de la communication notamment participative est donc important. L'hypothèse 2 est donc vérifiée. En effet, les populations des quartiers 220 logements, Habitat, Dioulabougou et autres disent ne pas avoir été approchées par les organismes de l'État afin d'être mieux éclairées sur les questions de l'environnement. La majorité n'a jamais aperçus de panneaux de sensibilisations dans leur quartier. Plusieurs personnes interrogées ont insisté sur le fait que la mairie n'a jamais effectué d'activités de sensibilisation et prévention là où elle prélève des taxes. Ces résultats sont soutenus par les travaux de O. DOUNDEMBI (2022), qui dénonce l'ignorance des habitants de certains quartiers sur les risques liés à l'insalubrité due au manque d'information et la non-sensibilisation aux conséquences de l'incivisme et d'insalubrité.

Cela cadre également avec les travaux de K. LATTA et al (2020). Pour eux la meilleure connaissance et la meilleure gestion de l'environnement sanitaire urbain passent par la mise en place d'un observatoire des paramètres environnementaux. Ce qui permettra des prises de décisions efficaces dans le cadre de la politique de l'amélioration des conditions de vie dans ce quartier précaire pour son intégration dans le tissu urbain. Partant du principe que « *prévenir vaut mieux que guérir* », l'État doit prendre des dispositions pour limiter les installations anarchiques sur les caniveaux par la sensibilisation et participation effective des populations dans ce processus. (LEPLAT, 2001). À défaut, les populations s'habituent à des pratiques inciviques qu'elles perpétuent. C'est le cas des « Toilettes – caniveaux » de Dioulabougou, et du « carrefours poubelles de l'Habitat et des 220 logements ». La mise en œuvre de ces mesures devront aider les populations à retrouver les fondamentaux « du bon citoyen » à travers un travail d'éducation, de sensibilisation et/ou de répression qui devra s'étendre sur plusieurs générations. M. TALL (2021).

### **Hypothèse 3**

L'analyse de l'hypothèses 3 montre que la non-application des sanctions et le non-suivi des règles de salubrité sont l'un des facteurs incitant les populations à l'incivisme vis-à-vis des mesures de salubrité. L'enquête montre que (22,5%) de la population n'a pas connaissance des dispositions prises par l'État en matière de lutte contre l'insalubrité à Yamoussoukro. Par conséquent, elle ne sait pas que des sanctions étaient prévues en cas de non-respect de ces mesures. Le reste des populations (77,5) foulent simplement au pied les dispositions prises ainsi que les sanctions encourues. Le gardien de la poubelle

du grand marché de Yamoussoukro au quartier habitat avoue que l'absence de répression constitue un vide réel dans le système de régulation. Et il dit : « Pour les dissuader, j'ai recours à la peur car la majorité a peur de moi, c'est ce qui les force à jeter les ordures dans la poubelle en ma présence ». Selon lui, « punir quelques un suffirait à discipliner les autres ». Quant aux quartiers Dioulabougou et 220 logements des tas d'ordures ne cessent pousser à l'intérieur de ces quartiers au grand dam des dispositions prises par l'État. Au-delà certains riverains continuent de déverser leurs eaux usées des toilettes dans les caniveaux.

Pour ce qui est de l'accompagnement des déguerpis, sur les (77,5%) déguerpis ou qui ont eu leurs biens détruits, seulement (40%) ont bénéficié de mesure d'accompagnement. Cependant, ils se sont réinstallés sur les mêmes sites car ils jugent les mesures insuffisantes. On peut aussi dire que l'hypothèse 3 est confirmée. Et, cela corrobore avec une étude réalisée sur l'incivisme des populations de la municipalité de Tchibanga au Gabon par HERRAJI (2022). L'auteur montre que malgré les grands efforts déployés par la municipalité de Tchibanga, à travers son service de voirie en charge du ramassage des ordures et de la réduction du coût du ramassage des ordures et d'accompagnement de la population, une grande partie de la population reste passive et désobéit aux mesures de sécurité.

### **Conclusion**

La question fondamentale qui sous-tend cette étude est de déterminer les facteurs explicatifs de l'insalubrité dans la ville de Yamoussoukro ainsi que la contribution de la communication sociale dans la résolution du phénomène. Pour y parvenir, un questionnaire a été adressé à la fois aux populations de trois quartiers en situation critique à savoir : 220 logements, habitat et Dioulabougou. Au-delà de cette méthode, nous avons eu recours également à des entretiens et passé en revue des documents pour éclaircir davantage la question sur les risques liés à ce phénomène. Il ressort de l'analyse des résultats de cette enquête que l'incivisme, l'ignorance des conséquences de l'insalubrité et la non-application des sanctions sont les facteurs explicatifs de l'insalubrité à Yamoussoukro d'une part. D'autre part, nous pensons que l'absence de politique d'information, communication et sensibilisation est le facteur essentiel qu'il faut résoudre pour mieux combattre le phénomène. C'est pourquoi nous suggérons aux autorités compétentes à savoir, les acteurs de développement local dont les ONG, la Mairie, le District de Yamoussoukro à mettre en place une politique de communication participative qui prend en compte toutes les parties prenantes de la ville dans les phases de conception et de réalisation des programmes et des projets de lutte contre l'insalubrité dans la ville. Cela pourrait constituer un cadre de dialogue qui permet de sélectionner parmi les implications possibles, celles qui sont pertinentes et qui prennent en compte les différents intérêts des parties prenantes, gage d'un développement durable et équitable à Yamoussoukro.

### **Références Bibliographiques**

Abdou Salam Fall, Aminata Tooli Fall et al (2017), « L'assainissement et l'hygiène en Afrique de l'Ouest et du Centre », in Publication *scientifiques de l'IRD*, unicef, pp. 87-98.

Atta Koffi, Gogbe Téré et Kouassi Patrick Juvet (2013), « Problèmes environnementaux et risques sanitaires dans les quartiers précaires d'Abidjan : cas de Yaosehi dans la commune de Yopougon », in *Revue de Géographie Tropicale et d'Environnement*, Vol 0, n° 2, pp 35-44.

Ovono Baugzrd Nogo Edongo et al (2017), « Incivisme des populations, laxisme des pouvoirs publics et désordre urbain dans la ville de Yagoua (Extrême Nord Cameroun) », in *Revue Canadienne de géographie tropicale*, Vol 8, n°1, pp 08 – 17.

Bounama Kanté, Djibo Nicolas (2021), La gestion de la salubrité et de l'embellissement des villes, 20<sup>ème</sup> Conférence OI DP, Villes/ Territoires durables et Démocratie participative, Panel 2 (salle des fêtes) Commune de Cocody.

Centre National De Ressources Textuelles et Lexicales – définition de l'incivisme, (page consultée le 14 octobre 2022 à 14h00), [en ligne], URL : <https://www.cnrtl.fr/definition/incivisme>

FAO, (1995), Approche participative, communication et gestion des ressources forestières en Afrique sahélienne Bilan et perspectives. « [http://www.fao.org/documents/show\\_cdr.asp?url\\_file=/doc\\_rep/V9974F/V9974F00.htm](http://www.fao.org/documents/show_cdr.asp?url_file=/doc_rep/V9974F/V9974F00.htm) ». Consulté le 12 décembre 2018.

FAO, (2002), La communication pour le développement ; Manuel Guide méthodologique d'élaboration d'une stratégie de communication Multimédia, Rome.

Herraji (2022), Gabon/Tchibanga : L'incivisme facteur de l'insalubrité publique dans la ville, Faapa.info. [en ligne], URL : <https://www.faapa.info>.

Campilan Jay et al. (2004), Apprendre du changement : enjeux et expériences en matière de suivi et d'évaluation participatifs, éd. Blauert, Intermediate Technology Publications, 2000, 274pp,

Tall Madina (2021), l'incivisme : le doigt d'honneur à la société ou le chaos de la république, *Nouvel Afrique Nouvelle génération*, Par LEDJELY.COM, Publié le 24 septembre à 14 h 47.

Traoré Maïmouna (2011), Analyse de la participation citoyenne autour de la gestion des déchets dans la ville de Ouagadougou, Deuxième journée doctorale sur la participation du public et la démocratie participative, Ecole des Hautes Etude en Sciences Sociales, Paris, Maison d'édition : GIS Démocratie et Participation.

Diarrassouba Massata, N'doli Stéphane, Eckou Désiré (2021), Assainissement et risque de maladies chez les populations de KENNEDY CLOUETCHA dans la commune d'abobo à Abidjan, Côte d'Ivoire, [en ligne], URL : <https://revues.acaref.net/wp-content/uploads/sites/3/2021/06/10Stephane-Desire-Eckou-ND>

Quebral Nora (2004), Communication et participation communautaire in Guy Bessette Guide « Communication et participation communautaire Guide pratique de communication participative pour le développement », Les Presses de l'Université Laval Centre de recherches pour le développement International, Distribution de livres Univers 845, rue Marie-Victorin Saint-Nicolas (Québec) Canada, (<http://www.ulaval.ca/pul>).

Doundembi Odilon (2017), Le civisme et l'hygiène ont foutu le camp dans certains de nos quartiers, *Astus à l'Afrique*, page 6. [En ligne], URL : <https://odilon.mondoblog.org>.